



Distr.
LIMITEE

T/COM.6 et 7/L.22
11 juillet 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE NATIONAL DE LA JUVENTO CONCERNANT LE TOGO
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE ET BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle).

COPIE

JUVENTO
COMITE NATIONAL
DEPARTEMENT DE
L'ORGANISATION NATIONALE
Boite Postale 260 - LOME
(Togoland, Afrique Occid.)
No.5/PMR/55-

R E S O L U T I O N

ADRESSEE A MONSIEUR JEAN BERARD, COMMIS-
SAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE P.I. AU
TOGOLAND ORIENTAL, LOME ET A SIR CHARLES
NOBLES ARDEN-CLARKE, GOUVERNEUR BRITANNI-
QUE POUR LE GOLD COAST ET LE TOGOLAND
OCCIDENTAL, ACCRA -

AU SUJET DES TRAVAILLEURS REVOQUES,
DE LA DISCRIMINATION RACIALE ET DE
LA JUSTICE SOCIALE AU TOGOLAND -

LA JUVENTO

Considérant que les buts de la Charte de San-Francisco, du Régime et des
Accords de Tutelle relativement aux Territoires non autonomes, à savoir l'évolution
politique, économique et sociale de ces Territoires -

Considérant que les fins des Conventions Internationales sus-définies
ne peuvent être réalisées sans la contribution effective des autochtones des
Territoires concernés, que LE TOGOLAND, POUR FAIRE SON EMANCIPATION, A BESOIN DE
SES ENFANTS -

Considérant les affectations - A DESSOUS POLITIQUES - de Togolais en dehors
du Togoland, ce qui vide le pays de ses élites -

Considérant les révocations arbitraires ayant frappé en masse les seuls natio-
nalistes du Togoland Oriental sous tutelle de la France, soi-disant pour "Fautes
graves en service" ou "Suppression d'emploi", REVOCATIONS DONT LE CARACTERE

PUREMENT POLITIQUE A ETE NETTEMENT ETABLI PAR LEURS FORTES PROPORTIONS, LA CADENCE ET LA PERIODE DE TENSION POLITIQUE AUXQUELLES ELLES ONT ETE EFFECTUEES -

Considérant que les opinions politiques d'un individu ne doivent point affecter sa situation professionnelle, sauf en cas d'Intérêt National -

QUE LA RAISON D'INTERET NATIONAL NE PEUT, AU TOGOLAND, ETRE INVOQUE PAR LES PUISSANCES ADMINISTRANTES CONTRE LES AUTOCHTONES EUX-MEMES, CES PUISSANCES ADMINISTRANTES NE REPRESENTANT POINT LE GOUVERNEMENT NATIONAL TOGOLAIS -

Considérant que tous les travailleurs ont le droit d'entreprendre des activités politiques en dehors de l'exercice de leurs fonctions - que "TOUTE PERSONNE A DROIT A LA LIBERTE DE PENSER, DE CONSCIENCE ET DE RELIGION que "TOUT INDIVIDU A DROIT A LA LIBERTE D'OPINION ET D'EXPRESSION, CE QUI IMPLIQUE LE DROIT DE NE PAS ETRE INQUIETE POUR SES OPINIONS (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, articles 18 et 19) -

Considérant que les mêmes droits doivent être reconnus aux fonctionnaires, ces derniers ne devant pas être traités en "Citoyens diminués" - la plénitude de ces droits étant, par ailleurs, assurée aux fonctionnaires dont les opinions sont favorables aux fins politiques nationales des Puissances Administrantes, droits dont ils usent même aux heures de service, sans le moindre préjudice pour eux -

Dénonçant formellement le déficit de 400.000.000 de francs CFA infligé, en 1953, au Budget du Togoland Oriental -

Attirant l'attention des Autorités sur la nécessité de faire des fonds publics une gestion consciencieuse, de ne les utiliser qu'à des fins touchant réellement à l'intérêt national du Territoire, de soigner l'Economie Générale comme le moyen d'assurer l'évolution du Social qui, à son tour, conditionne la CIVILISATION, leitmotiv du Progrès mondial -

Considérant les difficultés généralement opposées par les Banques établies au Togoland Oriental à la clientèle africaine -

Considérant les lourdes taxes et les saisies impitoyables frappant actuellement les travailleurs africains au Togoland Oriental, achevant de les ruiner en face du désœuvrement officiel que leur imposent les révocations -

Considérant l'insuccès de ceux des fonctionnaires révoqués ayant pourvu en Contentieux et les mesures dilatoires auxquelles leurs doléances font l'objet -

Considérant que, face aux révocations fantaisistes et inhumaines et aux expatriations non moins fantaisistes et maladroitement intitulées "affectations pour raison de service" infligées aux seuls Africains nationalistes du Togoland Oriental, l'on enregistre l'installation et l'engagement de nombreux Européens -

DENONCANT DE TELLES MANOEUVRES COMME L'ILLUSTRATION SCANDALEUSE DE LA BASE SECRETE SUR QUOI REPOSE LA COLONISATION, A SAVOIR LE PEULEMENT DES PAYS NON AUTONOMES PAR LES RACES DOMINATRICES, AU PREJUDICE PLUS OU MOINS CRUEL DE CELLES AUTOCCHTONES -

Sachant qu'un tel état d'esprit ne peut, en aucune façon, être toléré et va par ailleurs, à l'encontre des principes de la Philosophie Coloniale, des Droits de l'Homme, de la Charte de San-Francisco et de la Charte de l'Atlantique aux termes de laquelle NUL PEUPLE N'A LE DROIT D'EN TENIR UN AUTRE SOUS SA DOMINATION -

Considérant toute entrave au bien-être d'un individu ou au développement ou à l'équilibre économique d'un pays comme un attentat à la vie de cet individu ou de ce pays -

CONSIDERANT QUE LES INJUSTES INEGALITES SOCIOLOGIQUES ET ECONOMIQUES CONSTITUENT LA PRIME BASE DES REMOUS POLITIQUES -

LA LIBERTE INDIVIDUELLE ET LA JUSTICE SOCIALE ETANT LES FONDEMENTS NECESSAIRES DE TOUTE VERITABLE DEMOCRATIE, ainsi que spécifié dans la Résolution du Congrès National de la Ligue des Droits de l'Homme tenu en France, en 1947 (Rapport de M. René GEORGES-ETIENNE, Avocat à la Cour, Vice-Président de la Ligue) -

PAR CES MOTIFS

- I. DENONCE LES REVOCATIONS ET AUTRES MESURES SIMILAIRES AYANT FRAPPE LES NATIONALISTES DU TGOIAND ORIENTAL SOUS TUTELLE DE LA FRANCE COMME UN DEFI AUX DECLARATIONS NATIONALES FRANCAISES ET A CELLE UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME -

II. DENONCE, DE MEME, LES AFFECTATIONS ARBITRAIRES DES TRAVAILLEURS TOGOLAIS EN DEHORS DE LEUR PAYS ET CLASSE AUSSI, DANS CET ORDRE, CELLES EFFECTUEES SUR LA DEMANDE DES INTERESSES, DANS LES CAS OU CES DERNIERS ONT AGI DANS LE SIMPLE BUT D'ECHAPPER A UNE REPRESSION POLITIQUE MENACANTE.

III. DEMANDE :

- a) La REINTEGRATION IMMEDIATE, DANS LEURS FONCTIONS, AVEC RAPPEL DE SOLDE OU DE SALAIRE, ET SANS FORMALITE SPECIALE, DES FONCTIONNAIRES ET AUTRES TRAVAILLEURS REVOQUES, SUSPENDUS, ETC. -
- b) LE RAPATRIEMENT IMMEDIAT DES TRAVAILLEURS AFFECTES EN DEHORS DE LEUR PAYS, SAUF OPPOSITION DE LEUR PROPRE PART -
- c) LA CESSATION DEFINITIVE DE TOUTES MESURES REPRESSIVES A BASE POLITIQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET, EN PARTICULIER, LE NON-RENOUVELLEMENT DES LICENCIEMENTS, REVOCATIONS, ETC. ET EXPATRIATIONS.
- d) LA CONSULTATION, A L'AVENIR, DE LA FEDERATION DES SYNDICATS EN MATIERE DE LICENCIEMENT, REVOCATION OU TOUT AUTRE ACTE SIMILAIRE.
- e) LA REDUCTION DES TAXES DE TOUTES SORTES, L'INSTITUTION DE FACILITES POUR LE PAYEMENT DE CES TAXES, EN CONSIDERATION DES REVENUS ET DE LA SITUATION DE FAMILLE DES INTERESSES -
- f) L'ETABLISSEMENT DE CONDITIONS AMORTISSANTES DANS LE SYSTEME DES SAISIES ET LA LIQUIDATION DES EFFETS SAISIS, EN CONSULTATION AVEC LES VICTIMES ET AVEC DES EXPERTS QUALIFIES SUR LA VALEUR DES EFFETS.
- g) L'ABROGATION DES SAISIES ET TAXES POUR LES REVOQUES, EXCEPTION FAITE DES TAXES DE CONSOMMATION : LUMIERE, EAU, ETC -

IV. DEMANDE QUE SOIENT RESPECTEES LES OPINIONS POLITIQUES DE TOUS LES FONCTIONNAIRES ET AUTRES TRAVAILLEURS, SANS EXCEPTION ET QUE LEUR SOIT RECONNUE LA PIENITUDE DU DROIT D'ASSISTER ET DE PARTICIPER LIBREMENT AUX ACTIVITES POLITIQUES, EN DEHORS DE LEURS FONCTIONS -

V. S'ELEVE FORMELLEMENT CONTRE LA POSITION DISCRIMINATOIRE DES BANQUES AU PREJUDICE DES SEULS AFRICAINS -

VI. S'ELEVE, DE MEME, FORMELLEMENT CONTRE LA DISCRIMINATION RACIALE OBSERVEE, EN FAVEUR DE LA RACE BLANCHE, PAR CERTAINS SERVICES ET FIRMES, DANS LE RECRUTEMENT DE LEUR PERSONNEL -

DEMANDE QUE L'EFFECTIF DES TRAVAILLEURS DE RACE BLANCHE EMPLOYES DANS CES SERVICES ET FIRMES SOIT REDUIT, TOUT AU MOINS, DE MOITIE ET COMPLETE PAR DES TOGOLAIS ET DES AFRICAINS -

VII. EN CE QUI CONCERNE LE CERCLE DIT "DE L'UNION TOGOLAISE" SIS A LOME, DEMANDE, AU CAS OU IL DOIT RESTER RESERVE AUX SEULS EUROPEENS ET ASSIMILES QUE SA DENOMINATION SOIT CONVENABLEMENT MODIFIEE, AFIN QUE LES TOURISTES N'EN SOIENT PAS ABUSES -

TOUJOURS DANS CE CAS, SE DECLARE HOSTILE AU PRELEVEMENT EVENTUEL D'UNE SUBVENTION QUELCONQUE SUR LES FONDS PUBLICS AU BENEFICE DE CE CERCLE - GARDE LA MEME POSITION POUR TOUTE INSTITUTION DISCRIMINATOIRE -

VIII. PRIE LES AUTORITES ADMINISTRANTES ET LES ORGANISMES RESPONSABLES DE VOULOIR BIEN DONNER DES INSTRUCTIONS ET PRENDRE DES MESURES ENERGIQUES IMMEDIATES CONTRE LE "COLOUR BAR" APPLIQUE, AU TOGOLAND, DANS :

- a) LE RECRUTEMENT DES TRAVAILLEURS
- b) L'ATTRIBUTION DES RESPONSABILITES PROFESSIONNELLES
- c) LA FREQUENTATION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS
- d) LA DISPOSITION DES FIDELES DANS LES MAISONS ET LIEUX DE CULTE

IX. DEMANDE AUX AUTORITES ADMINISTRANTES ET AUX DIVERSES INSTITUTIONS ETABLIES AU TOGOLAND DE BIEN VOULOIR PROCEDER, DES MAINTENANT ET DE BONNE FOI, A L'AFRICANISATION DES CADRES ET DES SERVICES, VU L'ESPRIT DU REGIME DE TRUSTEESHIP EN FOI DE QUOI LE PAYS A ETE CONFIE A LA FRANCE ET AU ROYAUME-UNI -

X. FIDELE A SES PRINCIPES D'OPTIMISME, RESTE, D'AVANCE, PERSUADEE QUE LES RESPONSABLES, DE PART ET D'AUTRE, FOURNIRONT LA PREUVE DE LEUR BONNE VOLONTE ET DE LEUR BONNE FOI EN DONNANT SATISFACTION AUX PRESENTES REVENDICATIONS, SUR LES POINTS OU ILS EN SONT, CHACUN, CONCERNES -

XI. DECLARE LA PRESENTE RESOLUTION VALABLE EVENTUELLEMENT POUR LES CHEFS POUVANT SUCCEDER A MONSIEUR JEAN BERARD ET A SIR CHARLES NOBLE ARDEN-CLARKE.

XII. SE RESERVE LE DROIT DE LA COMMUNIQUER PARTOUT OU BESOIN SERA -

Fait à Lomé, le 10 Mai 1955
POUR LE COMITE EXECUTIF DE LA JUVENTO,
LE SECRETAIRE NATIONAL
(s.) NAPO BADJI (sceau de la
JUVENTO)

CC :

1. Assemblée Représentative, Lomé
 2. Fédération des Syndicats, Lomé
 3. Ministère F.O.M., Paris
 4. Ministère des Affaires étrangères, Paris
 5. Delegates of Togoland in the Gold Coast Legislative Assembly
 6. Regional Officer, Ho
 7. Colonial Office, Londres
 8. Chambre de Commerce, Lomé
 9. Chamber of Commerce, Accra
 10. Toutes Firmes et Institutions établies au Togoland
 11. Nations Unies, New-York
 12. Conseil de Tutelle, New-York
 13. National Association for the Advancement of coloured Peoples
 14. Ligues des Droits de l'Homme
 15. Sa Sainteté Le Pape, Rome
 16. Très-Révérend Pasteur LA GRAVIERE, Paris
 17. Mr. Theodore O. ASARE, New-York
 18. JUVENTO, Département Social, Lomé
 19. JUVENTO, Département du Travail, Lomé
 20. JUVENTO, Comité divisionnaire Oriental, Lomé
 21. JUVENTO, Comité Divisionnaire Occidental, Hohoe
 22. JUVENTO, Comité Centraux extra-togolais, Hohoe
-